

L'ÉTAT CONTRE LES SERVICES PUBLICS. REPRENONS LA MAIN!

SNCF - Santé - Retraites

Les organisations affiliées au service public ont ceci de spécifique qu'elles regroupent des activités indispensables à la vie de chacun. Comment se passer des hôpitaux, des écoles ou des transports en commun? Comment vivre sans ces travailleuses et ces travailleurs qui, chaque jour, nous soignent, nous transportent, s'occupent de nos enfants, de nos parents? Or, c'est là toute la perversité des logiques et des principes portés par la classe possédante à l'égard du service public dans son ensemble: politiques et patrons voudraient livrer ces institutions à la froide et cynique logique du marché capitaliste. Si eux auront toujours de quoi s'offrir les meilleurs services, qu'adviendra-t-il lorsque ces services augmenteront brutalement leurs tarifs, disparaîtront ou ne nous soigneront plus, faute d'argent ou de rentabilité? Nous voilà contraints et forcés par ces logiques qui nous obligent à payer pour des services dont nous ne pouvons nous passer.

On se demande parfois de quelle société rêvent les classes politiques qui n'ont eu de cesse de démanteler les organisations du service public, réduisant toujours plus leurs moyens et leurs effectifs; rognant petit à petit ou à grands coups de «réforme» les principes d'égalité et de solidarité qui présidaient, bon an mal an, à leur fonctionnement. Et, dans cette course permanente à la rentabilité du capital, nous ne sommes aux yeux des puissants qu'une source de profit.

En tant qu'anarchistes, si nous luttons contre le capitalisme et l'État, entité autoritaire par nature, qui hiérarchise les individus selon les classes, les genres, les nationalités et qui nous dépossède des choix sur nos vies, nous luttons aussi pour une société plus juste, plus égalitaire, où la dignité est garantie par des modes d'organisation solidaires. En cela, les services publics, même s'ils échappent aujourd'hui largement au contrôle de ceux qui les font tourner et les utilisent, sont à défendre, et même à approfondir. Car ces organisations représentent les ultimes mécanismes de solidarité institutionnalisée dans une société de plus en plus livrée à la logique du tout-rentable et de l'individualisme.

Nous ne pouvons cependant nous contenter de protéger l'existant, et notre défense du service public doit porter des ambitions plus larges, révolutionnaires. Pour cela, trois questions s'imposent d'emblée. Qui doit décider? Qui doit contrôler? Qui doit gérer? Pas les patrons, parasites sociaux qui sacrifient l'utilité publique sur l'autel de la rentabilité économique. Pas l'État, non plus, qui n'a jamais servi que l'intérêt privé en dévoyant les fonds publics et s'est toujours comporté en patron voyou à l'égard de ses travailleurs. Nous pensons au contraire que c'est à celles et ceux qui font les services publics que revient le droit, sinon le devoir, de les gérer: ceux qui y travaillent et ceux qui en bénéficient.

Et cela n'a rien d'irréaliste. Le mouvement ouvrier a montré à de multiples reprises sa capacité à se saisir de ses affaires. Il a su créer ses sociétés de secours mutuel, qui servirent d'embryons aux syndicats, coopératives, associations ouvrières. Ce fut même la base de notre régime de sécurité sociale, qui organise la plus grande partie de la production de services de santé. Aujourd'hui, cet héritage, bien mis à mal, est toujours là. Il nous suffit de nous en saisir. Plus particulièrement, les syndicats professionnels disposent d'une capacité de contrôle de la production dans les institutions représentatives du personnel. Aujourd'hui, la parole des uns et des autres n'a qu'un poids dérisoire dans les prises de décisions et les modes d'organisations de ces services. Ce que nous voulons, c'est reprendre la main, en tant que travailleurs, mais aussi en tant que patients, voyageurs, élèves, sur ces institutions. Ce que nous voulons, c'est reprendre la main sur nos vies!

SNCF? Ils veulent la descendre.

Le gouvernement a donc révélé sa stratégie: faire passer en force sa réforme ferroviaire à grands coups d'ordonnances.

Tout y est ou presque, dans cette réforme, largement inspiré du rapport produit par l'ex-patron, énarque et politicien Jean-Cyril Spinetta: fin du statut cheminot avec arrêt des recrutements sous ce contrat, ouverture à la concurrence du transport de voyageurs, filialisation du fret, transformation du statut juridique de la SNCF. Si la fermeture des 9.000 km de voies ferrées, considérées comme des petites lignes, a été «écartée» par le gouvernement, la question de leur financement reste non-résolue; ceci revenant à une fermeture différée, mais certaine, de ces lignes.

L'exemple catastrophique et désormais bien connu du système ferroviaire britannique, démembré et passé lui aussi à la même moulinette néo-libérale n'aura pas arrêté le gouvernement et la direction de la SNCF. Pour rappel, l'ouverture à la concurrence outre-manche a rapidement donné lieu à une série historique d'accidents ferroviaires, les tarifs des transports n'ont cessé depuis d'augmenter et sont aujourd'hui hors de contrôle, les suppressions de trains et retards sont récurrents; le tout n'empêchant pas le patronat du secteur de vivre sous large perfusion d'argent public. Au sein de l'hexagone l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de marchandises affiche d'ores et déjà un bilan effroyable notamment sur le plan humain avec des suppressions massives de postes.

Ainsi, pour faire passer sa réforme, le gouvernement, Macron en tête, se ressaisit de la vieille tactique éculée de stigmatisation du cheminot, figure désormais instituée du fonctionnaire fainéant et privilégié qui vivrait sur le dos des honnêtes travailleurs français. Tellement cynique de la part de ceux qui ne cessent de se gaver sur notre dos de profit ou d'indemnités parlementaires. Autrefois, figure héroïque du résistant (au sortir de la Seconde Guerre mondiale), la représentation sociale du travailleur du rail a été peu à peu battue en brèche par les coups médiatiques des classes possédantes. Ces dernières se sont largement affairées au cours des dernières décennies à reporter la responsabilité des dysfonctionnements de la SNCF sur le dos des cheminots (retards, dette, accidents, mauvaises conditions de transport...). Aujourd'hui, le bataillon d'éditorialistes dans les tous les médias, sous couvert de pseudo-expertise, relaie le discours gouvernemental: tous les problèmes de la SNCF sont directement liés à l'existence du statut des cheminots. Avoir des acquis sociaux qui nous protègent serait aujourd'hui une honte...

A cela s'ajoute une vieille rhétorique politique: diviser en nourrissant les rancœurs au sein de notre classe afin de nous rendre insupportable le moindre acquis social obtenu par certains. Objectif du gouvernement: présenter comme étant l'Égalité un niveling par le bas et une précarité pour tous.

Pour nous,

Le service public c'est quand les trains roulent en toute sécurité.

Le service au public c'est quand les trains roulent en toute sécurité et qu'ils sont gratuits.

Le service au public en système libertaire, c'est quand les trains roulent en toute sécurité, qu'ils sont gratuits, et que les usagers prennent part aux prises de décisions.

Nous devons évidemment étendre cette définition à tous les secteurs du service public (autres transports collectifs, éducation, santé...), le partage des richesses produites devant servir à financer ce service public et non à gaver patrons et actionnaires.

La santé? Ça va mal!

Rien ne va plus pour le personnel du secteur hospitalier, ce n'est pas nouveau et ça dure. La grève fin janvier dans les Ehpad a révélé, si besoin était, l'ampleur du malaise qui règne parmi les salariés: «cassés, usés, à bout» sont les mots qui reviennent le plus souvent dans leur bouche, et effectivement on sent que le «burn-out» n'est pas loin. Notre gouvernement ni de droite ni de gauche l'a senti lui aussi et la ministre des solidarités et de la santé a annoncé en catastrophe l'octroi de 50 millions d'euros supplémentaires pour les établissements en difficulté; ce qui n'a d'ailleurs pas suffit à convaincre les syndicats, tous unis pour dénoncer la dégradation constante des conditions de travail, les suppressions de postes et les non-rempla-

cements des départs à la retraite, les recours à des contractuels pour précariser encore plus la profession, les plans de départs « volontaires » qui bien souvent sont « *fortement* » conseillés...

Des décennies d'attaques en règle contre le secteur public aboutissent à ce dérèglement organisé par un libéralisme de plus en plus effréné: on réduit chaque fois un peu plus les moyens permettant aux établissements hospitaliers de bien fonctionner, ce qui provoque le mécontentement des usagers. En région la tendance est à la fusion: on ferme tel établissement de telle ville et ses habitants n'ont plus qu'à se débrouiller pour se rendre là où existe un établissement équivalent. Ça peut être loin; en cas d'accouchement prématuré ou de malaise cardiaque, prévoir un temps d'attente conséquent. Ne pas désespérer, nombre de « *gentils* » investisseurs soutenus par les « autorités compétentes » sont disposés à pallier les carences organisées du secteur public. Comme dans toutes les autres branches ce qu'on veut nous imposer c'est une « *réforme* » consistant principalement à privatiser des pans entiers du secteur public.

De ces politiques de réductions d'effectifs, de moyens, de suppressions de postes, ce sont les soignants et les patients qui en subissent les conséquences. Difficile à cet égard de comptabiliser précisément le triste nombre de suicides chez les soignants au sein des hôpitaux, mais force est de constater que l'actualité se trouve régulièrement émaillée par ces actes dramatiques de salariés attachés à la qualité de leur travail et au bien-être des malades et poussés à bout par des logiques de rentabilité et de compression des coûts. Dernier exemple en date, une technicienne de laboratoire qui s'est donné la mort le vendredi 2 mars sur son lieu de travail à l'Hôtel Dieu.

Face à la déliquescence des hôpitaux publics, les cliniques s'imposent de plus en plus comme une alternative vers laquelle chacun est contraint de se tourner. Mais les cliniques n'ont pas tout à fait les mêmes objectifs: certaines maladies étant plus rentables que d'autres, si la vôtre rentre dans la première catégorie tant mieux, sinon tant pis pour vous.

Nous refusons cette volonté des gouvernements successifs de brader un service public qui devrait être au service de toutes et de tous. Puisque l'État est au service d'un capitalisme jamais rassasié, pas question pour les travailleurs d'abandonner les conquêtes sociales chèrement acquises, mais au contraire d'en obtenir d'autres, encore et encore. L'heure est à la conjonction des luttes si nous ne voulons pas assister à une marchandisation complète du service public; qui prendrait la population en otage en l'obligeant à payer toujours plus cher des services dont chacun a besoin pour vivre.

Retraités, mais pas en retrait

Les gouvernements successifs s'ingénient à vouloir retarder l'âge de départ à la retraite (s'ils pouvaient nous faire bosser jusqu'à 70 ans et plus, ils n'hésiteraient pas), il y a d'autres évidences. Par exemple nous savons toutes et tous que les pensions sont aussi inégales que les salaires. D'importantes différences existent entre les ouvriers et les cadres, les femmes et les hommes.

Comme pour les salaires, les retraites des femmes sont inférieures de 40% (en moyenne) à celles des hommes; de même il existe de forte différence concernant l'espérance de vie et le nombre d'années en bonne santé entre ouvriers et cadres (plus de 6 ans). Depuis le 1^{er} avril 2013 les pensions sont quasi-gelées. Entre 2003 et 2010 elles ont augmenté de 11,6%. Alors que les salaires, eux, ont augmenté de 17,1%. Le pouvoir d'achat diminue ainsi davantage avec l'âge, alors que les dépenses contraintes comme celles dues aux soins de santé augmentent.

La Sécurité Sociale se désengage de plus en plus et on assiste à l'explosion du coût des mutuelles que beaucoup de retraités - mais aussi de jeunes - ne peuvent ou ont du mal à se payer.

Au 1^{er} janvier 2018 la CSG a augmenté, de 1,7 point, ce qui se traduit par une baisse importante de plusieurs centaines d'euros par an. Par ailleurs, 2018 c'est aussi la continuation du gel des pensions, le blocage des complémentaires (surtout agricoles), l'augmentation du forfait hospitalier (prise en charge par le patient de son séjour en hôpital public ou privé) à 20 euros par jour. Augmentation de: gaz, électricité, loyers, transports, essence...

Par contre, les cadeaux fiscaux aux entreprises, aux promoteurs, aux banques, bref à la classe possédante continuent. Là comme ailleurs, pas de secret, seul le rapport de force peut faire évoluer les choses en notre faveur. Tenants du pouvoir, ce que nous obtiendrons le sera en vous l'arrachant des mains.

La retraite n'est pas une coupure avec le monde du travail. Ce n'est pas non plus un cadeau des patrons ou des politiciens. La retraite est un statut social, elle fait partie des conquêtes du mouvement ouvrier. Elle permet d'avoir une activité librement choisie en gérant tout aussi librement son temps. C'est donc à nous, actifs et retraités de la défendre et de l'améliorer, comme nous le faisons déjà depuis longtemps dans la lutte contre le chômage et pour la réduction du temps de travail.

Loin d'être en fin de parcours les retraités n'abandonnent pas la lutte en même temps que son travail. Ils s'organisent!

Groupe anarchiste Salvador-Segui.
